

Le manque d'apprentis oblige la formation professionnelle à trouver de nouvelles voies

La formation professionnelle bénéficie aujourd'hui d'une assise solide. La jeunesse s'y engouffre activement et sa popularité reste intacte. L'évolution démographique fait, cependant, redouter un manque d'apprentis. C'est pour cette raison que la formation professionnelle doit faire preuve d'innovation. Il lui faut offrir plus d'enseignement général, améliorer la connaissance des langues, renforcer la formation professionnelle supérieure et développer massivement les cours pour adultes. Si elle y parvient, elle sera prête pour l'avenir et apportera beaucoup à la prospérité helvétique.

La formation professionnelle est la principale filière de formation postobligatoire en Suisse. Quelque 60% des jeunes choisissent cette voie. Le nombre de contrats d'apprentissage demeure stable. Ce type d'enseignement est également bien enraciné au sein des entreprises. Le nombre de places d'apprentissage a même augmenté ces dix dernières années. Les associations de branche jouent un rôle essentiel dans la définition des formations: elles les ouvrent à l'innovation et donnent aux diplômes délivrés une valeur importante reconnue sur le marché de l'emploi.

La formation professionnelle est, cependant, confrontée à un problème de taille: le manque d'apprentis. Actuellement, le nombre de places d'apprentissage excède celui des candidats. Ajoutons à cela l'évolution démographique qui se caractérise par un recul du nombre de jeunes, ce qui ne manquera pas d'affecter les effectifs de la formation professionnelle. Enfin, il semble que le gymnase séduise, dans certains cas, davantage que l'apprentissage.

Améliorer l'attrait de la formation professionnelle

Il s'ensuit que la formation professionnelle doit améliorer son image et les entreprises redoubler d'efforts pour qu'elle continue d'exister. Pour Travail.Suisse, trois grandes pistes vont dans ce sens.

L'enseignement général et la *connaissance des langues* répondent à un besoin et à une demande croissantes, que ce soit dans le monde adulte ou parmi les jeunes. Si la formation professionnelle veut continuer de gagner des jeunes dont les aptitudes scolaires sont élevées et les parents sensibles à l'éducation, elle doit renforcer son offre en connaissances générales et en langues. Il ne s'agit pas d'augmenter de manière générale le nombre d'heures d'école par semaine, car l'ouverture de la formation professionnelle et la proximité avec l'entreprise qui la dispense ne pourraient qu'en souffrir. Il vaut mieux trouver des solutions innovantes, comme des cours en bloc ou des séjours linguistiques pour les jeunes que cela intéresse.

La *formation professionnelle supérieure* doit être renforcée, en raison de son caractère

fondamental pour les personnes titulaires d'un certificat fédéral de capacité qui souhaitent progresser dans leur carrière. Ce sont, en effet, ses atouts qui déterminent l'attrait de la formation professionnelle toute entière. Cependant, pour comparer les différents diplômes de degré tertiaire (dont celui délivré à titre professionnel), il convient de mettre rapidement de l'ordre dans le cadre national des certifications. Il faut lui adjoindre un supplément qui décrit clairement la classification tertiaire des diplômes et les qualifications professionnelles. Leurs titulaires doivent, en outre, être mis au même niveau que les étudiants des universités et des hautes écoles spécialisées pour le financement par tête et les contributions de la Confédération à la préparation des examens. Le message FRI 2017-2020 doit l'évoquer, afin que la formation professionnelle initiale ne soit pas affaiblie financièrement.

C'est en *améliorant l'offre destinée aux adultes* que l'on palliera la chute des effectifs dans l'apprentissage. Ceux qui n'ont pas de diplôme professionnel sont nombreux. On estime que 50 000 à 100 000 travailleurs disposent d'un bon bagage qui doit leur permettre d'en obtenir un. Pour exploiter ce potentiel, il convient d'explorer de nouvelles voies. Il faut d'abord que la Confédération, les cantons et les partenaires sociaux s'impliquent afin d'encourager ce rattrapage de façon ciblée. Ces mêmes partenaires doivent, ensuite, se mettre d'accord sur un objectif chiffrable et mesurable. Enfin, nombre de ces candidats potentiels ont une famille et ont besoin de percevoir un revenu convenable. Il faut donc leur offrir un salaire d'apprenti qui leur permette de vivre ou une bourse pour adulte, l'un et l'autre n'étant pas incompatible.

Le potentiel de la formation professionnelle est important: il lui est possible d'exploiter au mieux le réservoir de main-d'œuvre nationale et d'ouvrir des perspectives nouvelles à davantage de travailleurs. Le but n'est pas seulement de préparer son avenir, mais également de contribuer à améliorer le bien-être de larges couches de la population. L'économie et la société suisses en sortiront gagnantes. ■



Martin Flügel
Président de
Travail.Suisse